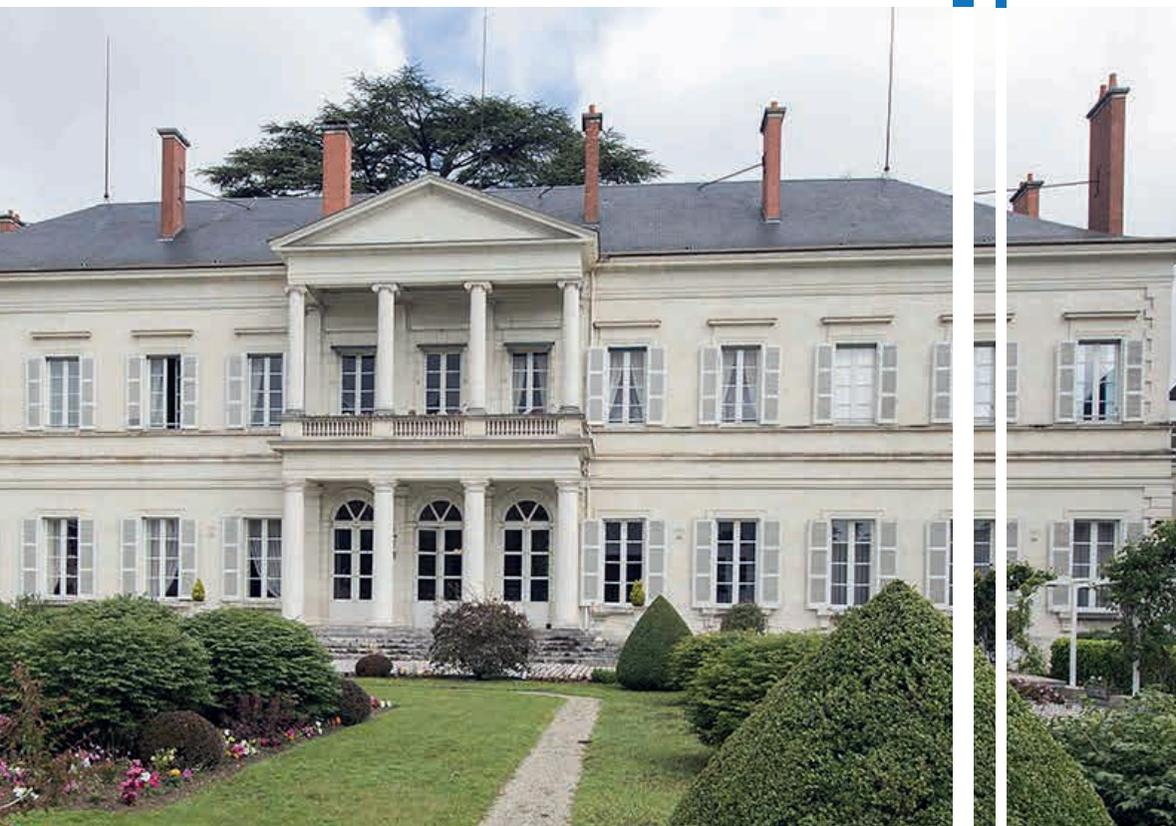




PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Rapport d'activité 2019
des services de l'État
en Loir-et-Cher

Actualités 2020



SOMMAIRE

1. Un État garant de la sécurité et des droits fondamentaux
2. Un État en appui des projets territoriaux
3. Un État protecteur dans la gestion de la crise sanitaire COVID-19 et ses répercussions sociales et économiques

Directeur de la publication : Yves Rousset, préfet de Loir-et-Cher

Rédaction : Clément Helluin, Pauline Gruson, Emile Lechat

Conception : Préfecture de Loir-et-Cher, service départemental de la communication interministérielle

Crédits photographiques : préfecture de Loir-et-Cher, T. Bourgoïn, P. Chabaud

Illustrations : The noun project

Impression : Imprimerie Rollin - Décembre 2020

« Agir au service de la population »



Yves Rousset, préfet

L'année 2019 a été l'occasion de mettre en œuvre ou de consolider les politiques publiques menées par l'Etat dans le Loir-et-Cher. Les actions ainsi engagées confortent le rôle de l'Etat comme :

- garant de la **protection des personnes et des biens**. Je citerai pour exemples l'excellent travail effectué par nos forces de police et de gendarmerie, les nombreux exercices de sécurité destinés à évacuer la population en cas de catastrophe, l'exercice au quotidien du secours à personnes réalisé par nos sapeurs-pompiers sous l'égide du SDIS, et la campagne de prévention routière « Arrêtons le massacre » ;
- **pilier de la cohésion sociale**, avec notamment l'installation et le suivi du Grenelle des violences conjugales, la protection des personnes vulnérables à travers l'amélioration de l'habitat ou le renforcement des hébergements d'urgence, la transmission des valeurs républicaines auprès des jeunes générations, la lutte contre le travail illégal et les mesures prises en faveur du plein emploi ;
- **partenaire des territoires** en accompagnant les projets des zones rurales du département, comme l'installation de 13 maisons « France Services », guichet unique participant à la lutte contre la désertification rurale et facilitant les relations entre usagers et services publics.

Agir au service de la population : les services de l'Etat ont démontré une nouvelle fois leur capacité à remplir cette mission au cours de la crise sanitaire inédite que nous avons traversée et que nous devons, encore aujourd'hui, affronter.

Dès le 17 mars 2020, une cellule d'information dédiée aux Loir-et-chériens était mise en place pour accompagner et soutenir chacun de nos concitoyens dans cette longue période de confinement. Les situations urgentes (hospitalisation, hébergement, soutien psychologique ...) ont été rapidement traitées, avec maîtrise et efficacité. Le centre opérationnel départemental (COD) installé simultanément a permis de dresser une cartographie de la situation afin de répondre au mieux aux exigences sanitaires et sociales, et accompagner les élus du territoire. Les services de l'Etat poursuivent leurs actions en ce sens : distribution de masques auprès des EPCI à destination des personnes les plus vulnérables, mise en place de procédures d'information et de concertation avec les élus afin de prendre les mesures adaptées à la situation sur les plans

sanitaire, économique et social. Nous devons encore poursuivre nos efforts, en respectant notamment les règles de distanciation sociale et le port du masque, indispensables pour juguler l'épidémie. **La sécurité de tous en dépend.**

Malgré un accompagnement massif et inédit tout au long de la crise pour protéger et soutenir l'emploi, les difficultés économiques sont là, renforcées par la deuxième vague de circulation du virus. Le plan de relance historique « France Relance » annoncé par le Gouvernement nous fait désormais entrer dans une nouvelle phase : après la défense vient celle de l'offensive. Des projets majeurs, oeuvrant pour la transition écologique et pour la compétitivité, vont être financés. Des projets innovants vont voir le jour, relançant la confiance et l'esprit de cohésion. En Loir-et-Cher, les projets portés par les entreprises et les collectivités territoriales sont nombreux et le plan de relance permettra de soutenir le développement économique du territoire.

La sécurité n'est pas négligée en période de crise sanitaire. Elle est garante de la cohésion nationale. Elle jouit aujourd'hui d'une présence encore plus affirmée : le triptyque gendarmerie, police nationale et municipale unissent leurs effectifs et leurs compétences pour mettre en œuvre les priorités gouvernementales, notamment en matière de lutte contre les stupéfiants. Présence sur le terrain, multiplication des contrôles, proximité et sensibilisation... ont d'ores et déjà fait leurs preuves et vont se poursuivre sur l'ensemble du territoire. Les résultats obtenus le démontrent.

Le Loir-et-Cher, riche et diversifié, doit aujourd'hui répondre à de nouveaux défis, qu'ils soient numériques, écologiques ou démographiques. La création de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), déclinée sur le terrain en guichet unique pour soutenir les collectivités territoriales, répond à ces attentes en facilitant encore davantage les relations entre les services de l'Etat et les élus du département. Nous mettons tous les outils en place pour redynamiser le tissu rural et favoriser l'émergence de projets novateurs.

Vous pouvez compter sur mes collaborateurs et moi-même pour poursuivre nos efforts et notre engagement au service des Loir-et-Chériens.

Un État garant de la sécurité et des droits fondamentaux



La sécurité et l'ordre public constituent une mission essentielle des services de l'État. À ce titre, sous l'autorité du préfet, ils assurent le maintien de l'ordre public, luttent contre la délinquance et veillent à la sécurité de la population. En cas de crise, le préfet dirige les opérations de secours. Les services de l'État garantissent également l'exercice et la protection des libertés.

Lutter contre les délinquances

et prévenir les conduites à risques

Lutte contre la délinquance et la radicalisation

↓ Baisse de 3% des atteintes aux biens, pour la troisième année consécutive.

↓ Baisse de la criminalité de 2,5%. Renforcement du partenariat avec les maires pour la prévention de la délinquance.



Développement de la **procédure pénale numérique**, le département est précurseur dans ce domaine. Coopération entre la gendarmerie et les polices municipales : « **stop cambri** » ou « **alertes agri** ».

Lutte contre le séparatisme

1^{ère} réunion de la cellule départementale de la lutte contre l'Islamisme et le repli communautaire : point sur la situation départementale en matière de radicalisation et rassemblement des acteurs au contact de ces problématiques pour **créer et entretenir la coopération**.



Police de sécurité du quotidien et rapprochement police-population

Opérations coordonnées police-gendarmerie (CORAT). Rapprochement autour du tourisme et des événements (RDVH). Groupes de Prévention et de Contact (GPC) de la gendarmerie pour **entretenir des relations** avec les élus et la population locale, par des patrouilles à pied ou par la participation à des réunions publiques.



Sécurité routière

153 accidents constatés en 2019, en hausse par rapport à 2018 mais dans la moyenne des 5 dernières années.

31 décès sur les routes en 2019, en hausse également.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE
VIVRE, ENSEMBLE.



Renforcement de l'action de la gendarmerie : hausse de 12 % des rétentions de permis suite à des contrôles.



Campagne de communication départementale « **Arrêtons le massacre** », sensibilisation dans les lycées, campagne d'affichage.



Surveillance des centres de contrôle technique, avec **35 opérations de supervision** de contrôles techniques.

Protéger la population des risques naturels, technologiques et terroristes

Exercices de sécurité civile



Plan ORSEC NOVI « Nombreuses Victimes » mis à jour en juillet 2020, après un exercice d'ampleur mené en octobre 2019 dans un stade.

NOROIT, exercice cadre civilo-militaire sur les risques d'accident impliquant des matières dangereuses sur les grands axes routiers.

2 exercices d'**évacuation de la télécabine** du ZooParc de Beauval, pour sa mise en service et son homologation, puis pour un contrôle annuel de sécurité de l'installation.

Prévention

Plan pluriannuel de révision des PPRT (Plan de prévention des risques) mené entre le SIDPC, la DDT (Direction départementale des territoires) et la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) sur 4 établissements SEVESO seuil haut.



Le Plan ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) risque d'inondation de la Loire a également été mis à jour en 2019.



PPI (Plan particulier d'intervention) du CNPE St-Laurent des Eaux finalisé en 2019 et campagne complémentaire de distribution d'iode suite à l'élargissement du périmètre pris en charge autour du CNPE.

Travail de la DDT, de la DREAL et du CD41 sur les digues de Loire pour améliorer la visibilité routière. 1600M linéaires, 3,6 millions d'€ pour des travaux en 2020.



Lutte contre le travail illégal dans le cadre des PSI (Prestations de Service Internationales)

L'année 2019 a été marquée par la poursuite des procédures de **lutte contre le travail illégal** lancées en 2018, menant à deux procédures pénales pour des entreprises étrangères pour travail illégal par dissimulation d'activité et d'emplois en bande organisée.

Celles-ci ont été suivies d'arrêtés préfectoraux de **suspension de l'activité** de ces entreprises.

Garantir les droits fondamentaux

et protéger les citoyens



Egalité Femmes - Hommes

3 « **Grenelles des violences conjugales** », une quarantaine d'organismes représentés, en septembre-octobre 2019 et **5 conventions** signées ou en cours sur le sujet.

« **Aux arts citoyennes** » : un festival pour la Journée Internationale des Droits de la Femme le 8 mars, public de 1400 personnes.



Protection des plus fragiles

Cellule d'écoute départementale dédiée aux usagers, couverture à 100 % du département par

27 pôles inclusifs d'accompagnement localisés.

+ 5 classes ULIS (Unités localisées pour l'inclusion scolaire) en 2019.

Hébergement d'urgence



50 places en hébergement d'urgence ont été pérennisées en 2019, portant à 140 le total de places disponibles. En plus de cela, le CD41 a mis à disposition un local de 18 places pendant la période hivernale.

Accueil des réfugiés

Préparation de l'ANEF (**Administration Numérique des Étrangers**) en France, pour la rentrée 2020, avec d'ores et déjà la mise à disposition de services en ligne pour les renouvellements de récépissés ou les duplicatas.

Un traitement des demandes déjà plus rapide que la moyenne nationale.

Devoir de mémoire



ONAC - Office national des anciens combattants



2 concours à BdBoum sur le thème de la mémoire : « Petits artistes de la Mémoire » et « Bulle de mémoire ».



Remise à des établissements scolaires des drapeaux d'associations dissoutes, **6 drapeaux orphelins donnés**.

Création d'un drapeau pour le 11 novembre par le collège Bégon.

Un État au service des projets territoriaux



L'État œuvre au quotidien pour proposer à la population des services publics de qualité, proches et faciles d'accès. Il encourage également le dynamisme et travaille à l'émergence de projets structurants pour le territoire départemental, en zone urbaine comme rurale. Il apporte notamment son soutien financier aux porteurs de projets tels que les collectivités locales et les associations de Loir-et-Cher.

Au plus proche de nos concitoyens

Le Grand débat national

Dans le cadre du grand débat national, les doléances citoyennes ont été reçues en mairies du 15 janvier au 20 février 2019.

Ce sont **133 cahiers citoyens** qui ont été transmis en préfecture, représentant **782 doléances**. 54 réunions d'initiatives locales ont été organisées. Synthèses et contributions de ces travaux sont consultables à l'adresse <https://granddebat.fr/>

Déclinaison locale de l'ANCT et concertation de la loi 3D

Loi 3D : concertation très large le 13 février 2020 avec l'ensemble des partenaires locaux de premier plan, pour **recueillir les attentes et visions** de chacun. C'est un préalable utile aux prochains actes de cette dynamique de concertation territoriale.

Maison France Services (MFS)

Le territoire est globalement bien pourvu en MFS, **13** initialement, et **21 à l'horizon 2020**. Le début de l'année 2020 a été marqué par la **labellisation de 4 sites** supplémentaires regroupant chacun le socle commun des 10 opérateurs engagés dans le dispositif. Formation de 15 salariés Pôle Emploi dans ce cadre.



Encourager le dynamisme des territoires

Contrats de ruralité

3 contrats de ruralité fédèrent des projets structurants autour des territoires de Beauce Val-de-Loire, Pays Grande Sologne et Pays Vendômois.

Exemples d'actions : **rénovation de la baignade naturelle** de Mont-près-Chambord, bâtiment multi-ateliers à Neung-sur-Beuvron.



Transition écologique

Contrat de Transition Écologique, signé en présence de Madame Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État auprès du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire en 2019. Il réunit l'État, 3 EPCI, le CD41, le Conseil Régional, la Banque des Territoires et l'ADEME, sur **26 actions** en cours de mise en œuvre.

Soutien des plans énergies renouvelables, avec une quinzaine de projets de **parcs photovoltaïques** et 3 projets de **méthanisation** actuellement à l'étude.

Action cœur de ville | Opération de revitalisation des territoires

Action cœur de ville Blois et Romorantin a été convertie en Opération de Revitalisation des Territoires fin 2019, avec de nouveaux dispositifs financiers d'accompagnement. Les investissements ont par exemple concerné la **transformation** de l'ancien comité départemental du tourisme de Blois, ou la **reconversion** de l'immeuble de la Poste à Romorantin en vue d'en faire des logements.

Plan d'action territoires d'industrie

En juin 2019 ont été signés les contrats « Territoires d'industrie » sur les bassins d'emplois de Romorantin-Lanthenay et de Vendôme. Objectifs : rendre **attractif** ce secteur d'activité, développer des compétences dans les domaines de l'industrie et soutenir les démarches des entreprises, en complément des acteurs du territoire.

Soutenir les collectivités locales dans leur projet

Chambord et ses abords



En avril 2019, lancement d'une **Opération Grand Site** sur le territoire autour du site classé du parc de Chambord. Ce plan, mené par Chambord et la DREAL, vise à améliorer la **qualité de la visite** et à favoriser le développement socio-économique local dans le respect des habitants.



Accès au numérique : extension de la fibre et suppression des zones blanches de téléphonie mobile

Le dispositif national « New Deal téléphonie mobile » vise à couvrir les zones blanches du département.

7 sites ont été choisis en 2019, et 6 sont opérationnels depuis juillet 2020.



Accueil des gens du voyage

Un nouveau schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage a été signé le 6 février 2020, sur la période 2020-2026.



Gestion des conséquences de la sécheresse, préservation de la ressource en eau

Très longue sécheresse en 2019, de juin à octobre, avec 2 épisodes de canicule, qui posent une difficulté sur les stocks d'alimentation pour les animaux.

Des aides de l'Etat :

> Dérogation de valorisation des jachères et aide de la politique agricole commune (PAC) : **67 millions d'€**

> Reconnaissance de la calamité agricole :

47 éleveurs indemnisés, soit 147 000 euros.



L'appui aux projets territoriaux : ZooParc de Beauval, développement du pôle maroquinerie Vuitton, entrepôts logistiques, ICC grand carénage CNPE de St Laurent-des-Eaux.



Politique de la ville : contrats de ville et rénovation urbaine, cités éducatives

Reconnaissance du rôle pivot des deux collèges REP+ dans les politiques éducatives : 1 million d'€ alloués pour la Cité éducative de Blois sur 3 ans.

Signature de la charte « **Une chance, la France s'engage** », concernant 16 entreprises, pour l'accès à l'emploi des plus fragiles.

Convention d'**Utilité Sociale 2019-2024**, signée avec les bailleurs sociaux le 13 mars 2020.

4,9 millions d'€ de subvention ANAH (agence nationale de l'habitat), montée en puissance du programme « **Habiter mieux** », avec 680 bénéficiaires.



Conseil aux collectivités locales

> La loi « engagement et proximité » encourage les saisines consultatives avant la prise d'actes. En 2019, 11 880 avis ont été émis sur des cas complexes.

> Développement du Nouveau Réseau de Proximité de la DDFIP (Direction départementale des finances publiques) par la signature d'une charte d'engagement.

Les dotations

- **DETR** (dotation d'équipement des territoires ruraux) : 10 194 675 euros, en faveur des communes et des EPCI, pour **financer 178 projets**, qui concernent principalement les centre-bourgs (35 %).

- **DSIL** (dotation de soutien à l'investissement local) : 2 959 207 euros, concentrés sur **13 projets structurants**, comme le parvis de la gare à Blois.

- **DSID** (dotation de soutien à l'investissement des départements) : 1 350 862 euros consacrés à la **rénovation de 4 collèges** parmi 5 projets.

En 2019, la DETR et la DSIL, en cumulé, ont augmenté de **5,64 %** par rapport à 2018 et de **77,24 %** par rapport à 2015.

L'ajout de la DSID représente un total de **14 504 744 euros** de dotations d'investissement.

Le contrat 2015-2020 est en cours d'achèvement, et le nouveau contrat 2021-2027 en cours d'élaboration.

Un projet a déjà été retenu : la **maison de santé pluridisciplinaire** de Vendôme, pour un coût prévisionnel de **2 554 000 euros**.

Et le projet de Maison Pluridisciplinaire de Santé de Pontlevoy est également pressenti.



Le conseil départemental a bénéficié de 49,184 millions d'€ au titre de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), comme l'an passé, à quoi s'ajoutent 2,3 millions d'€ de dotation générale de décentralisation. 27,75 millions d'€ ont été consacrés au FCTVA (Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée) au niveau départemental. Au total, les **dotations de l'État** au département sur 2019 s'élèvent à **191 494 798 euros**, en hausse de 0,80 %.

Un État protecteur dans la gestion de la crise sanitaire COVID-19 et ses répercussions sociales et économiques



Les services de l'État se sont fortement mobilisés lors de la crise sanitaire liée au COVID19 pour répondre aux attentes et besoins des partenaires, des élus, des entreprises, des Loir-et-Chériens. Acteur principal de la gestion de la crise dans le département, l'État s'est investi et s'investit toujours pour mener à bien son rôle de coordinateur pour lutter contre le virus, toujours présent sur notre territoire.

La gestion de la crise



Cellule d'Information au Public (CIP)

gérée par la préfecture et ses agents pendant la crise.



Points journaliers destinés aux partenaires locaux (élus, acteurs du monde économique...), grâce aux COD (centre opérationnel départemental) sanitaires quotidiens.



Soutien logistique dans la crise, réception et distribution des EPI (équipements de protection individuelle), relais des directives sanitaires gouvernementales prises pour endiguer l'épidémie.

Fabrication de visières et de masques par la délégation militaire départementale (DMD) pour les personnels à risque et la population.



Maintien de l'activité de la filiale élimination des déchets, mais aussi certification d'établissement à titre dérogatoire pour la fabrication de gel hydroalcoolique.



Présence sur le terrain de la gendarmerie dans les pharmacies et les grandes surfaces lors du confinement pour prévenir des violences intra-familiales. Opération #RépondrePrésent : mobilisation des gendarmes pour rendre des services aux particuliers ainsi qu'aux autres services de l'État.

Les mesures de soutien



Implication de Pôle emploi pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi

Action de Pôle Emploi, #VersUnMétier sur les secteurs en tension, **215 actions pour 430 demandeurs d'emploi**, dans les secteurs de la restauration, du service à la personne ou du bâtiment. Ce à quoi s'ajoutent **365 postes pourvus** pendant la crise dans les secteurs prioritaires. Pendant la crise, développement de la formation à distance pour 163 personnes.

Poursuite de la mise en oeuvre des conventions de revitalisation

21 prêts d'honneur ont été accordés, pour un montant de 282 000 €, et 150 000 € d'aides à l'embauche : **50 emplois** ont pu être créés ou pérennisés.

2 nouvelles conventions ont été signées : CARRIER à Romorantin-Lanthenay et CENTRE BEDDING à Mer.

Pour les entreprises

Accompagnement de l'État pour 6 655 entreprises. Elles ont bénéficié du fonds de solidarité, pour un montant total de 19 millions d'euros. Des mesures de bienveillance ont également été prises pour 878 entreprises (reports de charge, délais de paiement...).

200 contrôles ont été réalisés pour lutter contre les fraudes à l'activité partielle, aboutissant à une quarantaine de suspicions de fraude et à 4 poursuites pénales.

ZOQM

Déplacements officiels dans le département

58 visites officielles en Loir-et-Cher en 2019

2 mai 2019 :

Les présidents Emmanuel Macron et Sergio Mattarella (France-Italie) ont lancé au château de Chambord les célébrations des 500 ans de la Renaissance, en présence de 500 jeunes.

28 novembre 2019 :

Le Premier ministre Édouard Philippe s'est rendu au lycée Ampère de Vendôme dans le cadre du « Tour de France des solutions ».

22 juillet et 22 septembre 2020 :

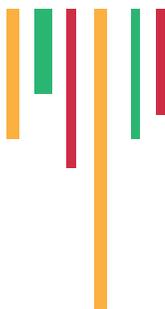
Le président Emmanuel Macron s'est rendu à Chambord dans le cadre du programme Quartiers d'été et à l'EHPAD de Bracieux pour rencontrer les professionnels et saluer leur travail.



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport d'activité 2019 des services de l'État en Loir-et-Cher



Retrouvez-nous sur :

www.loir-et-cher.gouv.fr



@Prefet41